

## La politique de Cristina Kirchner: une réponse populiste à la crise financière mondiale ?

Pierre Boisson\*

Les vingt cinq dernières années de l'histoire politique, sociale et économique de l'Argentine ont été rythmées par les secousses récurrentes des crises économiques, que ce soit la crise hyper inflationniste des années 80 ou l'éclatement total du système politicosocial en 2001.

L'Argentine n'est pas non plus épargnée par la nouvelle crise qui frappe, cette fois, l'ensemble des économies capitalistes : la croissance du PIB n'a jamais été aussi faible depuis 2003, quand le pays se relevait à peine de la crise de 2001, le rythme de l'investissement extérieur s'est considérablement affaibli (alors que les investissements avaient progressé de 20,3% dans les trois premiers mois de 2008, ils n'ont cru que de 13,6% au cours du second trimestre et de 8,4% lors du dernier semestre<sup>1</sup>), la demande interne s'est considérablement réduite et l'excédent commercial s'est contracté de 7,3% en un an. Plusieurs banques, dont Crédit Suisse, estiment ainsi que l'Argentine sera le pays latino-américain le plus touché par la crise en 2009.

*L'Argentine  
n'est pas non  
plus épargnée  
par la nouvelle  
crise qui  
frappe, cette  
fois, l'ensemble  
des économies  
capitalistes*

Face à cette situation préoccupante, la présidente Cristina Fernandez de Kirchner a surpris toute l'Argentine le 25 octobre dernier en annonçant une réforme du système de retraite et le retour à un modèle par répartition. L'Argentine serait ainsi dans l'histoire économique le premier pays à revenir sur la capitalisation des retraites, une des politiques phares du modèle néolibéral.

Dans la foulée, la présidente a lancé un "Megaplan anticrisis" de grands travaux publics doté de près de 71 000 Milliards de pesos (environ 16 milliards d'euros) pour faire face à la crise financière.

Lors de la réunion annuelle de la Chambre de Construction, Cristina Kirchner a précisé que ce plan sera "le plan de travaux publics le plus ambitieux de l'histoire du pays. [...] Il y a des chantiers qui demandent beaucoup de main d'œuvre. Ces travaux permettront de passer de 362.000 emplois que compte actuellement le secteur de la construction à près de 770.000 postes de travail", avant de préciser que le Megaplan "sera un instrument très adapté à une période exceptionnelle, qui demande des réponses exceptionnelles"<sup>2</sup>.

\* Pierre Boisson Étudiant à l'Institut d'Etudes Politiques de Grenoble, spécialité Master « Amérique Latine »

1 Statistiques OPALC,  
[www.opalc.org/index2.php?option=com\\_content&do\\_pdf=1&id=652](http://www.opalc.org/index2.php?option=com_content&do_pdf=1&id=652), consulté le 10 janvier 2008.

2 Voir « [www.eleconomista.es/mercados-cotizaciones/noticias/885144/11/08/Kirchner-lanza-una-megaplan-de-obras-y-busca-repariar-capitales.html](http://www.eleconomista.es/mercados-cotizaciones/noticias/885144/11/08/Kirchner-lanza-una-megaplan-de-obras-y-busca-repariar-capitales.html) », consulté le 10 janvier 2008

Depuis, le gouvernement Kirchner a pris le contrôle de la situation, consolidé la solidité fiscale et dominé un Agenda politique entièrement consacré à la gestion et à la résolution de la crise tandis que la présidente a multiplié les mesures, centrées notamment sur l'offre et le maintien de l'activité économique.

Cette politique, jugée « progressiste » et volontariste, a renforcé des clivages politiques déjà particulièrement marqués depuis le conflit auquel Cristina Fernandez avait du faire face au début de son mandat au sujet du relèvement des impôts sur les exportations. Cette fois, l'opposition, sceptique et traumatisée par les grandes réformes “miracles” des années 90, dénonce une réponse opportuniste et précipitée à la crise, et voit dans la réforme du système de retraite une tentative désespérée de remplir les caisses de l'Etat. Les critiques les plus fortes à la politique de Cristina Fernandez sont cette fois portées par Elisa Carrio qui accuse la présidente de vouloir détourner l'argent des AFJP (Administrations des Fonds de Retraites et des Pensions), engageant ainsi une action en justice contre le couple Kirchner pour “association illicite”. Comme le note José Natanson<sup>3</sup>, le discours de la leader de la Coalition Civile est structuré par une logique ami – ennemi, la division étant éthique (politiciens « voleurs » ou « honnêtes ») ou républicaine (populistes contre institutionnalistes). Et, dans ce schéma dual, Cristina Fernandez de Kirchner appartient, selon Elisa Carrio, à la catégorie des voleurs et des populistes.

Cette accusation de populisme est récurrente dans la politique latino-américaine, notamment dans un contexte de crise économique qui, invariablement, réveille la crainte d'une palingénésie populiste. Bien qu'il faille se prévenir du danger et de la facilité analytique d'expliquer des phénomènes locaux avec des notions politiques globales, et ce à plus forte raison quand on fait appel au “populisme”, “concept à la fois élitiste et récurrent”<sup>4</sup> selon Ernesto Laclau, la récupération dans l'Agenda politique de thèmes de la gauche nationaliste, notamment celui de la rupture avec l'ordre néolibéral, et la conduction de politiques hétérodoxes dans un contexte de crise, nous amènent en effet à nous interroger sur l'éventuelle dimension populiste de la réponse à la crise proposée par le gouvernement argentin.

Pour tenter de faire face au flou définitionnel propre à la notion de « populisme », plutôt que de nous centrer sur une acception particulière du populisme, nous évaluerons la politique conduite par Cristina Fernandez de Kirchner à l'aune des caractéristiques retenues par différents auteurs.

Cependant, nous tenterons de démontrer que si la réponse à la crise proposée par la présidente argentine peut être qualifiée de « populiste » c'est avant tout du fait de l'envergure et de l'originalité du projet, ce qui nous conduira, finalement, à nous questionner sur la vision irrémédiablement négative du concept de « populisme ».

### Un contexte favorable à l'émergence du populisme

Gino Germani, un des fondateurs de la sociologie argentine, considérait que le populisme émerge invariablement dans des périodes de transition des sociétés tandis qu'Alexandre Dorna expliquait, lui, que c'est en réalité une “réaction de colère et de méfiance à l'égard des institutions”<sup>5</sup>. Au fond, le populisme n'émerge jamais ex-nihilo, il est toujours le fruit d'un contexte particulier, de crise ou de transition.

A ce sujet, la société argentine actuelle est une société bouleversée et en proie à un profond désenchantement. Alors qu'elle était une des cinq plus grandes puissances mondiales en 1945, l'Argentine s'est littéralement écroulée tout au long de la seconde moitié du XXème siècle, sous les durs coups des dictatures et des crises économiques. Celle de 2001, la dernière en date, finit de décrédibiliser les dirigeants politiques, pour lesquels le mépris s'incarna dans le cri populaire “Que se vayan todos”<sup>6</sup>, et accrut les ressentiments anti-impérialistes, les Institutions Financières Mondiales étant jugées coresponsables du désastre. L'actuelle crise mondiale ne fait alors que catalyser une peur de l'avenir déjà profondément ancrée dans la conscience collective.

Les mesures proposées par Cristina Kirchner, et notamment la réforme du système de retraite, peuvent être vues comme une tentative populiste de profiter du contexte de crise du capitalisme mondial pour accroître son capital politique.

*Cette accusation de populisme est récurrente dans la politique latino-américaine*

<sup>3</sup> <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-119309-2009-02-01.html>

<sup>4</sup> Ernesto Laclau, *Politics and ideology in Marxist theory : capitalism, fascism, populism*, Londres, LNB, 1977, p. 143

<sup>5</sup> Alexandre Dorna, « Faut-il avoir peur du populisme ? », *Le Monde Diplomatique*, novembre 2003, <http://www.monde-diplomatique.fr/2003/11/DORNA/10680>, consulté le 25 janvier 2009.

<sup>6</sup> Littéralement, “Qu'ils s'en aillent tous”.

En effet, la capitalisation des retraites fut l'une des mesures phares des consignes d'ajustements structurels du FMI et du gouvernement de Carlos Menem. Cristina Kirchner supprime donc un symbole fort de l'ordre néolibéral au moment même où celui-ci s'effondre, se construisant ainsi en opposition avec lui et faisant preuve d'un pragmatisme politique certain. La stratégie politique est d'autant moins risquée qu'elle vise une société en crise, traumatisée par le terrible échec du néo-libéralisme. De plus, en proposant un "Megaplan" de grands travaux publics d'influence keynésienne, Cristina Kirchner s'enracine parfaitement dans le « Zeitgeist », le climat intellectuel et culturel de l'époque, qui privilégie la critique du manque de régulation et des dérives du capitalisme financier. En exécutant le modèle de retraite par répartition, Cristina Kirchner ne fait finalement que conclure un lynchage politique général, s'assurant ainsi de recueillir l'assentiment de la foule.

Les crises qui ont émaillé l'histoire récente de l'Argentine ont d'autre part montré que dans de telles situations, les Argentins avaient tendance à confier les rennes du pays à des leaders politiques revendiquant une forte volonté transformatrice, que ce soit Carlos Menem à la fin des années 80 ou Nestor Kirchner après la crise de 2001.

Or, il faut noter le volontarisme et la présence médiatique permanente qui caractérisent l'action politique de Cristina Kirchner depuis le début de cette nouvelle crise. Chaque mesure, que se soit le récent rééchelonnement de la dette, preuve de confiance très importante dans le contexte actuel, ou un plan de soutien pour le secteur électroménager, est annoncée personnellement et publiquement par une présidente omniprésente, qui prend d'ailleurs le risque d'aplanir l'ensemble en assimilant le détail et le substantiel.

De même, elle n'hésite pas à intervenir personnellement sur chaque problème lié plus ou moins indirectement à la crise économique, donnant parfois l'impression d'être une ouvrière cherchant à colmater elle-même chaque nouvelle brèche qui s'ouvre dans le toit d'une maison en plein ouragan.

Par exemple, un des objectifs principaux du plan anticrise de Cristina Kirchner était le maintien de l'activité économique et de l'emploi, notamment grâce au plan de grands travaux publics. Pour s'assurer de la réussite de cet objectif, la présidente a parcouru le pays tout au long du mois de janvier pour gérer et solutionner elle-même chaque situation délicate où des emplois étaient menacés.

Cette « communication du fait divers »<sup>7</sup>, pour reprendre la formule de Baudrillard, tout comme la suppression du modèle de retraite par capitalisation peuvent être alors analysées comme une tentative d'instrumentaliser le contexte de crise du modèle néolibéral pour s'assurer une certaine popularité et regagner un capital politique mis à mal par le conflit qui a marqué le début de son mandat<sup>8</sup>, ce qui est, d'après Dorna et Germani, une des caractéristiques essentielles du populisme.

### **La temporalité spécifique du plan anti crise**

D'autre part, il faut souligner la temporalité particulière de cette réponse politique. Alors que l'ensemble des gouvernements mondiaux a choisi, à la suite des Etats-Unis, de sauver le système bancaire, comme l'Argentine avait d'ailleurs pu le faire en 2001 au moment du Corralito<sup>9</sup>, la réponse Kirchneriste se présente comme une alternative hétérodoxe à la crise. La vraie mesure keynésianiste n'est pas la nationalisation "sauvetage" de banques en faillite mais bien plus ce "Megaplan" de travaux publics, héritage direct du New Deal.

Pour défendre son projet, Cristina Kirchner a alors argumenté "qu'avec ces mesures, nous pourrions

<sup>7</sup>Jean Baudrillard, la société de consommation, Folio Essais, Paris, 2004, p. 31

<sup>8</sup>Le début du mandat de Cristina Fernandez de Kirchner fut en effet marqué par une grande grève agricole, souvent appelée dans la presse argentine "conflicto del campo", qui opposa les quatre organisations patronales de la production agricole argentine et le gouvernement Kirchner au sujet de la décision du gouvernement d'augmenter l'imposition sur les exportations de soja et de tournesol. Le conflit dura du 11 mars 2008 au 18 juillet, et s'acheva par la suspension de la résolution 125/08 par Cristina Kirchner. Pendant ces 129 jours, les organisations patronales agricoles menèrent de nombreuses actions pour interrompre l'activité économique du pays, notamment en bloquant les routes menant à la capitale. Le clivage entre le monde rural et le gouvernement s'étendit à toute la société argentine, très partagée sur la question de l'augmentation de l'imposition sur les exportations agricoles, et mit en difficulté la présidente, qui dut retirer le projet de loi après le vote négatif de son propre vice-président Cobos.

Pour plus d'informations sur le sujet, voir l'article de l'économiste Aldo Ferrer, « Como resolver el tema de las retenciones al campo », <http://www.clarin.com/diario/2005/02/22/opinion/o-02701.htm>, consulté le 12 février 2009 et « Crisis y oportunidad », article d'économistes de l'Universidad de Buenos Aires, <http://www.pagina12.com.ar/diario/economia/2-101915-2008-04-05.html>, consulté le 12 février 2009.

<sup>9</sup>Le Corralito est le nom informel donné aux mesures économiques prises fin 2001 par Domingo Cavallo dans le but de mettre fin à une course à la liquidité et à la fuite des capitaux. Cette mesure est considérée comme le détonateur de l'éclatement social des 20 et 21 décembre 2001.

faire face au vent qui souffle de l'extérieur, avec la certitude et la conviction que nous avons assez de force pour le faire", ajoutant que la situation offrirait une "immense opportunité car l'Argentine produit des matières premières dont le monde aura toujours besoin"<sup>10</sup>.

La présidente semble ainsi attribuer à son projet une dimension "magique", puisqu'il serait capable de solutionner de manière immédiate les problèmes posés par la crise.

Or ce projet reste une réponse nationale à une crise globale qui, selon les prévisions économiques, affectera profondément et durablement l'Argentine, certaines évoquant 2009 comme une "année noire" pour le pays. De plus, les analystes du gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner, considérés par l'économiste José Luis Coraggio comme des « progressistes qui luttent contre le néo-libéralisme »<sup>11</sup>, construisent leur politique socio-économique sur l'axiome keynésien selon lequel un système de marché capitaliste régulé par l'Etat conduit inévitablement à l'avènement d'une société juste. Les réformes qu'ils proposent ne sont donc pas en rupture franche avec le système mais une simple tentative de correction de ses imperfections. Or, dans le cadre d'une économie globalisée, la capacité d'action des Etats reste faible et périphérique, le meilleur exemple étant sans doute l'incapacité des Etats occidentaux et notamment des Etats-Unis à enrayer la crise malgré les milliards investis pour empêcher le naufrage du système bancaire. Aussi apparaît-il fort peu probable que l'action progressiste du gouvernement mette l'Argentine à l'abri des effets pernicieux de la crise financière mondiale, contrairement aux prédictions de Cristina Kirchner.

Cette promesse d'immédiateté est symptomatique d'un discours de nature populiste, dont le rapport particulier au temps avait notamment été souligné par Guy Hermet qui écrivait que "le populisme se définit [...] par la temporalité anti-politique de sa réponse prétendue instantanée à des problèmes ou à des aspirations que nulle action gouvernementale

n'a en réalité la faculté de résoudre ou de combler de cette manière soudaine"<sup>12</sup>.

### Un discours aux relents populistes ?

L'étude du populisme ne peut pas, d'autre part, faire l'économie d'une analyse du discours, celui-ci étant souvent une composante centrale. Dans leur approche systématique du phénomène populiste<sup>13</sup>, Yves Mary et Yves Surel ont ainsi cherché à dégager trois variables fondamentales de la dimension discursive du populisme.

Dans un premier temps, le populisme se distinguerait en situant le peuple au cœur de sa vision sociétale et politique.

Ainsi, même s'il s'adresse principalement aux exclus du modèle de développement précédent, le discours populiste est "englobant" et se dirige à une masse de sympathisants hétérogène en mobilisant des symboles qui font appel au peuple tout entier<sup>14</sup>.

Ce "mécanisme d'interpellation" pour reprendre l'apophtegme de Gramsci, est particulièrement notable dans le discours kirchnériste. La réponse à la crise est en effet présentée comme un nouveau modèle de répartition de la richesse et de la rente nationale pour revenir à une situation passée, plus ou moins idéalisée, de justice sociale et d'équité. Elle serait donc bénéfique au peuple dans son ensemble et pas seulement aux exclus ou aux classes touchées par la crise.

Ainsi, la présidente, au cours d'un voyage dans le Chaco en début d'année où elle a annoncé la mise en place de mesures spécifiques pour répondre aux problèmes particulièrement aigus de cette région, a-t-elle précisé que le Megaplan allait favoriser l'emploi et qu'avec "plus d'emploi, il y aura plus d'éducation, plus de société et nous allons tous pouvoir croître au sein de ce cercle vertueux"<sup>15</sup>, ajoutant qu'elle "espère pour 2009 de meilleurs yeux pour regarder le pays et ses habitants, ce qui implique de ne pas occulter et de ne rien nier mais de conter, de relater et d'informer avec un grand sens patriotique, un amour pour la patrie, le pays, le peuple et ses proches".

*Dans un premier temps, le populisme se distinguerait en situant le peuple au cœur de sa vision sociétale et politique.*

<sup>10</sup>Discours de Cristina Fernandez de Kirchner. Voir La Nacion, « [http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota\\_id=1085427](http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1085427) », consulté le 03 janvier 2009.

<sup>11</sup>José Luis Coraggio, "Transformar las políticas sociales", <http://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-119412-2009-02-03.html>, consulté le 09 février 2009

<sup>12</sup>Guy Hermet, « les populismes dans le monde, une histoire sociologique, XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle », Fayard, Paris, 2001

<sup>13</sup> Yves Meny et Yves Surel, *Par le peuple, pour le peuple. Le populisme et les démocraties*, Paris, Fayard, collection « L'espace du politique », 2000

<sup>14</sup>Une caractéristique qui a également été soulignée par Pierre André Taguieff

<sup>15</sup> Voir La Nacion, « [http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota\\_id=1085427](http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1085427) », consulté le 03 janvier 2009.

Cette argumentation “englobante” rejoint par ailleurs le second critère souligné par Surel et Mary, à savoir la rhétorique manichéenne fondée sur une “célébration du peuple bon, juste et simple, et le rejet des élites corrompues et incompetentes”. Cette rhétorique du “blâme et de l’éloge”<sup>16</sup> soutient également le discours de Cristina Kirchner, structuré autour d’une opposition entre le peuple argentin innocent et victime et les “grands centres de pouvoir” qui ont engendré ce qui n’est “pas une crise, mais une arnaque”<sup>17</sup>.

Enfin, selon Mary et Surel, la rhétorique populiste insiste sur sa volonté de restaurer la souveraineté populaire, faire “table rase du passé” et changer en profondeur les institutions représentatives<sup>18</sup>, ce qui est au fond l’ambition annoncée de la réforme du système de retraite et du Megaplan : restaurer la souveraineté économique argentine, reprendre le contrôle de ses retraites et supprimer un passé ménémiste et néolibéral encore douloureux.

### **Le danger d’une instrumentalisation des intérêts des classes défavorisées**

En 1965, le sociologue argentin Torcuato Di Tella, dans sa tentative définitionnelle du populisme latino-américain, considérait que la structure fondatrice de ce type de mouvement était une structure de classe<sup>19</sup>, dans la mesure où les régimes populistes se développent en catalysant l’espoir des classes les plus défavorisées et en instrumentalisant leurs intérêts de manière à ce qu’il rejoigne le leur.

Or, cette tentative de représenter l’espoir des classes les plus pauvres n’est pas étrangère au projet de Cristina Kirchner. Depuis le début de son mandat, la notion presque oubliée de “classe sociale” a fait son retour dans le débat et dans la rhétorique politique. Fin 2007, sa décision de relever la taxe sur les exportations minières, les hydrocarbures et les produits agricoles (dont le soja) avait scindé la société argentine, très divisée sur le sujet. Les

mouvements sociaux soutenant l’initiative présidentielle n’hésitèrent alors pas à interpréter le “conflit du campo” comme “l’expression d’une polarisation entre droite oligarchique et gouvernement national-populaire ou nationaliste et développementaliste”. Le débat sur la redistribution des richesses et la persistance des inégalités fut ainsi réactivé et la rhétorique kirchnériste fit appel aux meilleurs souvenirs de l’histoire argentine, à savoir la justice sociale et les expériences de l’équité et d’une meilleure distribution de la rente nationale.

### ***Le débat sur la redistribution des richesses et la persistance des inégalités fut ainsi réactivé***

La réforme du système de retraite par capitalisation va dans le même sens en mettant fin à un système qui a perdu 20% de sa valeur avec la chute des marchés financiers et dont le fonctionnement défaillant touche les classes moyennes et basses, déjà les plus durement frappées par la crise de 2001. Seuls 23% des adhérents

aux AFJP reçoivent ainsi la totalité des cotisations qu’ils ont versées et près de la moitié ne toucherait pas le minimum de 690 pesos garantis par la loi sans l’aide de l’Etat.

Au cours des débats au sujet de cette réforme, s’est posée la question de ce que Di Tella appelait “l’instrumentalisation des classes les plus défavorisées”. C’est en effet la principale critique adressée à la suppression des AFJP. En réalité, personne ne peut véritablement s’attrister de la fin d’un système totalement défaillant qui coûtait chaque année plus de quatre milliards de pesos à l’Etat. En revanche, l’opposition s’inquiète de l’utilisation qui sera faite des liquidités obtenues suite à la nationalisation des AFJP. Elle suspecte notamment le gouvernement de Kirchner d’instrumentaliser l’espoir que soulève la réforme du système de retraite auprès des classes populaires pour débloquer discrètement des liquidités et les réinjecter dans les caisses de l’Etat qui se vident avec la chute des prix des matières premières et des hydrocarbures et l’augmentation des prix du crédit<sup>20</sup>.

Il faut évidemment se garder de faire un procès d’intention à Cristina Kirchner mais il est apparaît que la manière avec laquelle seront utilisés les fonds obtenus suite à la nationalisation des AFJP sera cruciale : si l’argent récolté n’est pas utilisé pour mettre en place un système de retraite plus juste mais pour combler le déficit lié au ralentissement du commerce international et à la

<sup>16</sup>Pierre-André Taguieff, « L’Illusion populiste, de l’archaïque au médiatique », Paris, Eds. Berg International, 2002

<sup>17</sup>Voir La Nación, « [http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota\\_id=1085427](http://www.lanacion.com.ar/nota.asp?nota_id=1085427) », consulté le 03 janvier 2009.

<sup>18</sup>Adeline Joffres, « Le populisme d’Amérique latine en Europe : chronique d’un concept populaire », *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Cuestiones del tiempo presente, 2008, [En ligne], Mis en ligne le 13 février 2008. URL : <http://nuevomundo.revues.org/index3628.html>. Consulté le 11 janvier 2009.

<sup>19</sup>Cette analyse est développée dans « *Latin American Politics: A Theoretical Approach* », Austin, University of Texas Press, 2001.

<sup>20</sup>Pour de plus amples détails sur cette question cruciale, voir l’article de Tomas Aguerre, « Cuidar la caja », « <http://www.noticiasdelosur.com/nota.php?nota=13344> », consulté le 26 janvier 2009.

chute des prix des matières premières, l'Argentine risque, comme le soutient Eric Toussaint<sup>21</sup>, de rentrer dans un nouveau cycle d'endettement tandis que la nationalisation des AFJP pourra alors être considérée comme fondamentalement populiste.

## Conclusion

En définitive, il apparaît que la politique menée par Cristina Kirchner depuis le déclenchement de la crise financière revêt une certaine teinte populiste, que ce soit par un discours qui cherche à mobiliser le peuple, par l'instrumentalisation du désenchantement et du ressentiment qu'éprouvent les argentins envers le néo-libéralisme, ou encore par la temporalité a-politique des réformes mises en place.

Cependant, si la politique tenue par Cristina Fernandez de Kirchner depuis le début de la crise financière semble valider plusieurs des critères propres au populisme, cela ne signifie pas pour autant que son action soit nécessairement néfaste. C'est au contraire l'ampleur du projet proposé qui conduit la politique de Cristina Kirchner à flirter en permanence avec le populisme: en réalité, aucune réponse ambitieuse et originale à la crise n'est possible sans une certaine dose de populisme: la réponse ne sera inédite que si elle implique effectivement une remise en question d'un modèle néolibéral défaillant. De même, elle ne pourra être perçue comme ambitieuse que si elle est entreprise au nom du peuple en son entier et non pour soutenir une certaine couche de la population ou une certaine classe sociale. Elle sera donc forcément dans une certaine mesure « a-politique » puisqu'elle doit s'écarter de la normalité bien définie de la « communauté rationnelle » tracée par les Etats-Unis et l'Europe, celle d'un « univers politique ascétique d'où [toute] logique dangereuse devrait être exclue »<sup>22</sup>.

La politique menée par Cristina Fernandez de Kirchner est donc audacieuse: pour la première fois depuis son « suicide » ménémiste, l'Etat argentin

compte « ainsi reprendre en main le destin du pays ».

Surtout, en revenant à un système de retraite par répartition et en préférant une société solidaire à une société individualiste, la présidente argentine initie ce qui semble à certains égards une rupture historique et inédite avec la logique dont l'Amérique du Sud en général et l'Argentine en particulier furent le triste laboratoire dans les années 90.

Ce serait donc l'ambition du projet qui conférerait une dimension populiste à la réponse à la crise proposée par Cristina Fernandez de Kirchner. Cette affirmation nous conduit alors à remettre en question la vision invariablement dépréciative du populisme que l'on trouve souvent dans la littérature politique pour rejoindre l'acceptation positive du vocable développée par Ernesto Laclau qui définit le populisme comme « les demandes de ceux d'en-bas qui ne sont pas encore vraiment prises en considération dans le discours politique mais qui commencent à s'exprimer »<sup>23</sup> et qui privilégie l'étude des résultats effectifs des politiques mises en place : au fond, une politique est populiste quand elle sert le Bien Public, les intérêts du peuple.

Aussi faudra-t-il, lors des prochains mois, observer avec attention les réalisations concrètes des mesures initiées par la présidente argentine, afin de déterminer si l'on peut les qualifier de « populistes » au sens de Laclau, c'est à dire bénéfiques au peuple argentin, ou si elles ne feront que confirmer la traditionnelle image négative associée à cette notion politique si complexe du populisme.

21 Eric Toussaint considère que la chute des prix des matières premières associée aux restrictions de crédit risque de déclencher une nouvelle crise de la dette en Amérique du Sud. Pour de plus amples informations, se référer au dernier livre d'Eric Toussaint, *Banque du Sud et nouvelle crise internationale*, CADTM/Syllepse, 2008.

22 Ernesto Laclau, « La raison populiste », Paris, Seuil, collection « L'ordre philosophique », 2008, p. 32.

23 Voir l'interview sur le site du RISAL d'Ernesto Laclau par Hinde Pomeranic, « Le populisme n'est pas une menace pour l'Amérique latine », <http://risal.collectifs.net/spip.php?article2271>, consulté le 28 décembre 2008.

Les opinions exprimées et les arguments avancés dans cette publication demeurent l'entière responsabilité de l'auteur-e et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Observatoire des Amériques ou des membres du Centre d'Études sur l'intégration et la Mondialisation (CEIM).